Ruptures no.6

Printemps 06 I 4 $

Revue de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC)

Le Réseau de solidarité des travailleuses et travailleurs

Une entrevue avec des féministes libertaires de Québec

Sur les traces de l'anarchisme au Québec : les années 1950

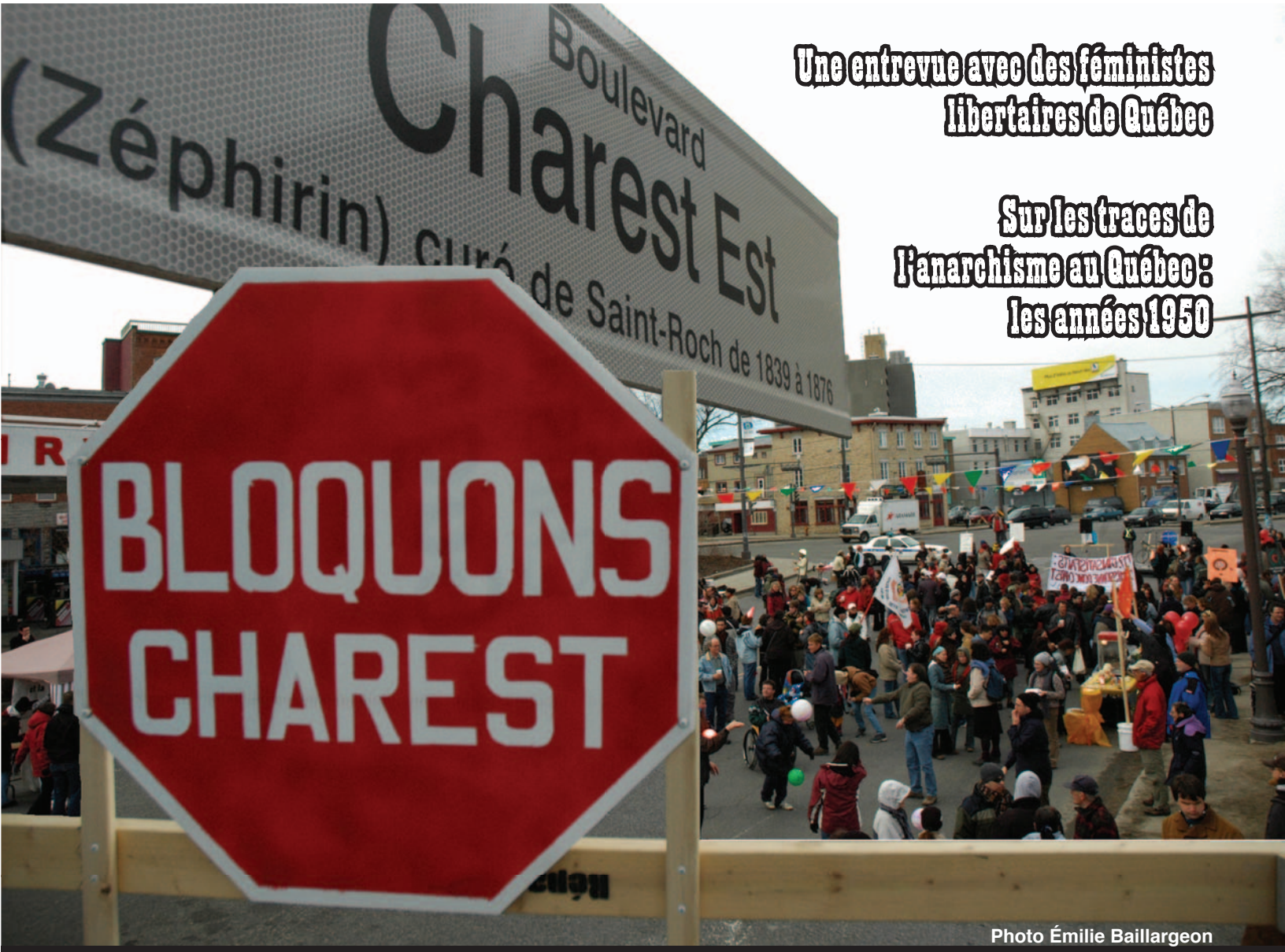


Photo Émilie Baillargeon

Mouvement communautaire et anarchiste : une rencontre fructueuse ?

Une ouverture

Nous vivons une époque formidable. Grâce à des projets d'avenir comme la prolongation de l'autoroute 25, les différents ports méthaniers ou la vente du Mont Orford, le développement durable reprend ses droits (!); les fonctionnaires de tous les paliers de gouvernement sont mis-es au pas par des politicien-ne-s n'ayant pas froid aux yeux (!!); des hommes osent enfin se lever pour défendre leurs droits bafoués par la dictature féministe (!!!); une nouvelle génération prend les rennes des vieux partis (!!!!); etc. Bref, l'avenir semble bouché et les lendemains déchantent...

Notes sur la conjoncture

Depuis quelques années, nous avons pu observer une remontée des luttes, dont certaines furent couronnées de succès. Au même moment, une fracture s'est opérée dans le bloc dominant et la classe politique se retrouve fragilisée et sans assise populaire stable. Pour contrer cette faiblesse réelle, la droite travaille au corps une opinion publique extrêmement divisée. Une lutte intense divise la classe dominante de la province en trois blocs (social-libéral, néo-libéral et conservateur-populiste) dont aucun n'arrive à prendre le dessus. La situation sociopolitique est pleine de contradictions et les possibilités de ruptures, pour le meilleur et pour le pire, existent belles et bien.

Pourtant, malgré cette fragilité de la classe dominante, les mouvements sociaux se sont essoufflés et éparpillés dans une myriade de luttes sectorielles. Les groupes traditionnels n'arrivent même plus à maintenir leurs positions et à « donner le change ». Sauf exception, les écologistes par exemple, tous les secteurs sont sur la défensive et aucun n'arrive à élargir ses appuis, ce qui se traduit par des défaites cuisantes. Tant les syndicats du secteur public que les groupes de lutte à la pauvreté se sont récemment fait écraser par les libéraux. Une mentalité d'assiégé-e afflige beaucoup de militant-e-s. Dans ce contexte, la sauvegarde de l'autonomie des mouvements sociaux est une bataille de tous les instants. La récupération politique n'est jamais bien loin.

Du côté de la gauche révolutionnaire, c'est la débandade. Aucun courant n'est capable d'avoir une quelconque influence sur les événements. Toutes les organisations en sont réduites au stade de groupuscules anonymes, la plupart sont mêmes incapables de marquer minimalement de leur présence l'espace social. L'émergence d'un courant réformiste médiatique, en l'occurrence Québec Solidaire, est en train d'achever la marginalisation de toute une tradition politique d'extrême gauche. Seuls les éternels maoïstes n'ont pas baissé pavillon devant la galère pilotée par Françoise David.

La gauche libertaire n'échappe malheureusement pas vraiment au sort du reste de la gauche révolutionnaire. Même si c'est un peu moins pire, il n'y a pas de quoi pavaner. Nos forces sont éparpillées et, en dehors d'un important travail individuel dans les mouvements sociaux, nous nous adressons surtout à un public de convaincu-e-s. Nous manquons souvent de souffle et de constance dans nos interventions. Sans compter le fait que notre champ d'intervention autonome se limite souvent aux centres-villes et aux institutions d'enseignement (cégeps et universités). Pour autant , il faut travailler à partir de nos quelques réalisations.

Au sommaire

Ruptures est partie prenante de cette gauche libertaire. Nous vous présentons dans ce sixième numéro une sorte d'état des lieux de nos implications sociales. Sans vouloir en faire un dossier (nous avons abandonné l'idée des dossiers thématiques), nous vous offrons quelques pistes de réflexion sur l'implication de libertaires dans le milieu communautaire. Un premier texte porte sur la rencontre entre l'anarchisme et le communautaire, un autre fait une présentation de l'éducation populaire autonome et un troisième aborde la question des revendications politiques du mouvement pour le droit au logement. Dans le même ordre d'idées mais sur d'autres fronts, deux textes analysent des expériences récentes : l'un jette un regard critique sur le Réseau de solidarité des travailleuses et des travailleurs, à Montréal, et l'autre sur le mouvement étudiant depuis la grève générale. La réflexion se poursuit avec une entrevue avec un syndicaliste de Québec sur les récentes négociations du secteur public et une autre avec des féministes libertaires qui lancent une émission de radio cet été. Finalement, un camarade de retour de voyage nous donne ses impressions sur la situation au Venezuela et nous poursuivons, évidemment, notre série sur l'histoire de l'anarchisme au Québec (série qui sera d'ailleurs publiée en recueil chez Lux incessamment). Des critiques de livres –c'est qu'il s'en publie de plus en plus au Québec— complètent le portrait.

Bonne lecture !

Le comité de rédaction (Québec)

Du courrier...

Au collectif,

Je suis récemment tombé, par hasard, sur l'article « L'épineuse question autochtone au Canada: un cheval de bataille pour la droite » rédigé par El Bolo et paru originalement dans le quatrième numéro de la publication *Ruptures*, éditée par votre collectif anarchiste [www.nefac.net/node/1424].

Étant moi-même préoccupé par la question du colonialisme en Amérique du Nord, c'est avec appétit que j'ai lu ce texte. Pour avoir résidé à Sagamè/Jonquière au plus fort de la crise raciste dirigée contre les Piékouagamé Ilnu dont vous faites brièvement mention dans cet article, je peux, sans craindre de me tromper, vous assurer que l'auteur n'exagère en rien les faits, voire les minimise. De façon générale, j'adhère tout à fait avec la thèse défendue dans ce texte, c'est-à-dire que les peuples autochtones d'Amérique du nord sont des groupes dépossédés, spoliés, culturellement déracinés, calomniés de façon éhontée par les médias de masse et, plus encore, les premières victimes de l'arrogance de l'État et de sa complaisance ignominieuse envers l'entreprise privée.

Cela étant dit, ce qui m'amène à répondre à ce texte est le peu de cas – sinon l'endossement tacite – que semble faire l'auteur de la politique canadienne d'asservissement des Autochtones par la négociation de traités dits « modernes » ou, plus hypocrite

Suite en page 4

Ruptures no. 6

Ruptures est la revue francophone de la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). La revue tente d'aborder un champ non couvert par la presse d'agitation: l'analyse et le débat stratégique. *Ruptures* est publiée quand c'est possible (idéalement, deux fois par année). Ce numéro a été réalisé à Québec.

Pour toute correspondance: Collectif anarchiste La Nuit, a/s E-H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0, Canada.

La NEFAC est une organisation bilingue de révolutionnaires venant de différents mouvements de résistance et s'identifiant à la tradition communiste dans l'anarchisme. Les activités de la fédération sont organisées autour du développement théorique, de la propagande anarchiste et de l'intervention dans la lutte de classes, que ce soit de façon autonome ou par une implication directe dans les mouvements sociaux.

Comme communistes libertaires, nous luttons pour une société sans classe et non-hiérarchique. Nous envisageons une fédération internationale de communautés et de lieux de travail radicalement démocratiques et autogérés. Pour atteindre cette société, notre classe abolira le salariat et socialisera toutes les industries, les moyens de production et de distribution. Nous rejetons la division du travail qui condamne un individu à une vie d'activités restreintes pour les seules fins de l'économie marchande. L'abolition des marchés et de la valeur d'échange permettra la satisfaction des besoins humains en adhérant au principe communiste: «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Pour plus d'infos sur la NEFAC: www.nefac.net

Union locale de la NEFAC (Montréal) : mtl@nefac.net

Collectif anarchiste La Nuit (Québec) **:** nefacquebec@yahoo.ca

Collectif anarchiste l'Accolade (Sherbrooke) : sherbrooke@nefac.net

Collectif anarchiste les Va-nu-pieds (St-George) : st-georges@nefac.net

Au sommaire

Mouvements communautaire et anarchiste : une rencontre fructueuse? p.5

L'éducation populaire autonome p.6

Action communautaire : États d'âme d'un vétéran p.8

Quel rôle pour les libertaires dans les luttes sociales? p.9

«Locataires en colère! Locataires solidaires!» Au delà des slogans, quelles pistes pour le mouvement? p.11

La solidarité syndicale Tout un combat! p.13

Entrevue: une défaite amère p.16

Position de la NEFAC sur le syndicalisme et la lutte sur les lieux de travail p.17

Un an après la grève… État des lieux dans le mouvement étudiant p.22

Entrevue: «Ainsi squattent-elles» p.24

Trois points de vue sur la révolution bolivarienne p.25

Sur les traces de l'anarchisme au Québec Sixième partie : les années '50 p.28

Critiques de livres p.31

Liste de diffusion

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre nouvelle liste de diffusion «info@nefac.net». Il s'agit d'une liste électronique relativement «légère» (pas plus de 8 courriels par semaine) sur laquelle nous diffusons communiqués, articles et annonces d'événements publics. C'est gratuit! Pour vous abonner, écrivez simplement à info@nefac.net en mentionnant «abonnement à la liste» dans le champ «sujet».

Abonnement à Ruptures

Les abonnements aident à financer la revue. Pour en recevoir des copies suplémentaires (15$ pour 4 numéros, 30$ abonnement de soutien et international), faites un chèque à l'ordre de : «Groupe Émile-Henry». Postez le tout à NEFAC-Québec, a/s E.H., C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0 en mentionnant le nombre de copies désirées, l'adresse de retour ainsi que votre adresse internet.

Du courrier (suite)...

encore, « d'autonomie gouvernementale ». Cette politique pratiquée avec toujours plus d'hardiesse par l'État canadien est, à mon avis, la principale cible à laquelle devrait s'attaquer le militant anti-raciste soucieux de contribuer à l'affranchissement des peuples autochtones envahis par le Canada.

Dans son article, El Bolo mentionne quelques groupes racistes anti-indiens et précise : *Ces groupes font particulièrement les manchettes depuis l'annonce de l'entente entre de nombreuses communautés, principalement innues (Montagnaises) et le Gouvernement québécois : l'Approche commune. Un résumé des arguments racistes nous démontre que le véritable primitivisme relève du comportement d'ignorants et de personnes conditionnées par des stéréotypes et des clichés qui sont ancrés dans les représentations ethnocentristes de l'histoire.*

Cette analyse est certes juste, mais elle a le défaut de laisser croire au lecteur que l'Approche commune est un document positif pour les Innu : si les racistes sont contres, c'est forcément un bon projet du point de vue anti-raciste… Or l'Approche commune est l'exemple parfait des traités modernes que j'évoque plus haut. Il s'agit d'une entente – d'une ébauche d'entente en fait – qui vise à sceller, une bonne fois pour toute, la question des droits fonciers des Innu sur le Nitassinan,le territoire ancestral innu, et plus spécifiquement à s'assurer que ce territoire soit à jamais la propriété de l'État canadien. Comme tous les traités modernes conclus à ce jour « entre » conseils de bande et ministère des Affaires indiennes, l'Approche commune vise d'abord à départir les Autochtones de leurs droits ancestraux. L'article 3.3.4 est assez clair : *[À] compter de l'entrée en vigueur du Traité, les effets et les modalités d'exercice, autres que ceux prévus au Traité, des droits ancestraux de ces Premières Nations, quels qu'ils soient, sont suspendus.*

Comme aimait répéter la défunte fondatrice de la coalition Ukauimau aimu de Mashteuiatsh, Jeanne-Mance Charlish, l'Approche commune vise « à entériner la Proclamation royale », bref à assurer la préséance de Québec et Ottawa sur le territoire innu. C'est dans cette optique qu'en octobre 2002, la coalition Ukauimau aimu, une organisation indépendante du Conseil de bande, a envoyé un rapport détaillé aux Nations Unies (1) dans lequel elle réclame que la communauté internationale intervienne pour empêcher que l'Approche commune soit signée et ainsi que les Innu conservent leurs droits ancestraux.

L'exemple de l'Approche commune n'est pas isolé. La volonté d'assujettir les Autochtones en négociant des traités avec eux est une constante de l'histoire récente du colonialisme canadien. C'est dans cet esprit qu'ont été conclues les ententes phares du droit autochtone canadien, par exemple, mais non exclusivement, la *Paix des braves*, l'*Accord sur les revendications territoriales du Nunavut*, l'*Entente finale sur les Inuvialuit* ou, plus récemment, l'*Accord Tlicho*. Comme l'a indiqué le rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits humains des peuples indigènes, Rodolfo Stavenhagen, lors d'une conférence sur la gestion canadienne des Indiens donnée à Genève, à l'occasion du dernier Forum international sur les droits humains, à l'automne 2005 : *Il s'agit de textes conçus pour mener à l'extinction ou à l'abandon des droits ancestraux des Autochtones.*

J'ose croire que vous vous demandez pourquoi, bougre, les Autochtones s'entêtent à signer ces traités qui les départissent de leurs droits. La réponse est complexe et mériterait bien plus que l'espace de cette modeste lettre pour y répondre. Je pourrais très bien extrapoler, ici, sur l'habitude développée après 400 ans de colonialisme d'accepter, résigné, ce qui est offert, ou encore développer un argumentaire oiseux sur la corruptibilité du pouvoir. Eh bien non, je vais plutôt présenter la position défendue par un nombre croissant d'activistes autochtones, comme Taiaike Alfred de la nation Kanien'kehaka, qui veut que les communautés autochtones ne sont, finalement, pas du tout impliqué-es dans la signature de ces traités.

En créant les Conseils de bande et l'Assemblée des premières nations (APN), qui les représentent au niveau national, le gouvernement canadien a assis son autorité sur les peuples autochtones tout en créant l'illusion qu'il leur offrait un outil pour représenter leurs intérêts. Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'APN n'est, ni plus ni moins, qu'une agence du ministère des Affaires indiennes. Par extension, les chefs qui siègent sur les Conseils de bande sont des fonctionnaires de ce même ministère. Quand le ministère négocie avec un Conseil de bande, il négocie avec lui-même. Qu'on aille s'étonner, dans ce cas, que les règlements se font toujours à la satisfaction de l'État!

À l'époque précolombienne, la plupart des peuples autochtones vivaient selon une structure sociale sans hiérarchie patentée. Les Conseils de bande et leur structure organisationnelle grandement héritée du parlementarisme britannique ont été imposés aux Autochtones pour mieux les déposséder. Il fallait une structure légale étatique pour s'accaparer leurs richesses tout en les conformant aux règles liberticides du droit à l'européenne.

J'imagine que, en qualité d'anarchistes, cette perspective ne vous étonnera pas.

Kitce migwetsh,
Naqurmiq,
Mashi cho,

Batiste Foisy,
Somba'ke/Yellowknife, Denendeh,
5 mai 2006

(1) Le document peut être consulté en ligne: http://www.destination.ca/~jobuc

LA PAGE NOIRE

La Page noire est un centre de diffusion et d'information autogéré. Elle souhaite offrir de la littérature pour aider au développement d'alternatives face au capitalisme et au contrôle de l'État sur nos vies. Une large bibliothèque de près d'un millier d'ouvrages est ainsi mise gratuitement à votre disposition. Un service de librairie est assuré par la location et la vente de dizaines de livres, brochures, revues, disques, films et documentaires engagés.

Coordonnées
412, 3e Avenue
Québec (Québec) G1L 2W1
Tél. : 418.648.8043
Site web: lapagenoire.propagande.org

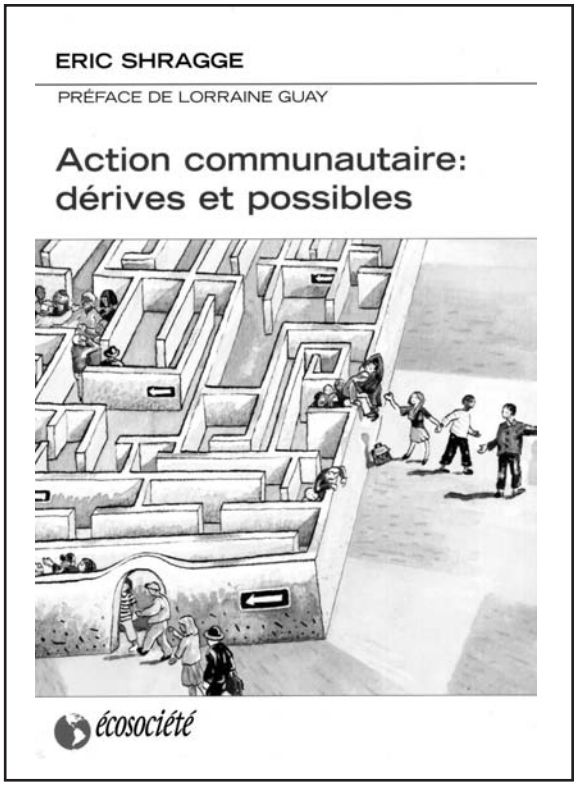
Ouvert tous les jours
de 12h à 17h

Action communautaire : États d'âme d'un vétéran

Il se publie de moins en moins d'ouvrages en français traitant d'organisation communautaire. Il faut croire que c'est moins populaire qu'avant auprès des intellectuel-les. Raison de plus pour souligner les parutions locales et critiques sur le sujet.

Éric Shragge, l'auteur de « Action communautaire : dérives et possibles » paru chez Écosociété en février dernier, est très critique de la direction qu'a prise l'action communautaire depuis 30 ans. J'ai été agréablement surpris de la perspective de ce prof d'université spécialisé en « développement économique communautaire ». Le courant dominant du milieu communautaire, fait de partenariat et d'intégration sociale, le laisse plutôt froid. C'est que le bonhomme est issu de la Nouvelle gauche (il se défini même comme un radical et un libertaire) et a commencé à faire de l'action communautaire dans une perspective de changement social global. Pour lui, la mobilisation des gens ordinaires pour revendiquer leurs droits et contester le pouvoir est toujours d'actualité et c'est cette perspective qu'il recherche désespérément dans le mouvement contemporain.

Son bouquin s'attarde aux différents modèles et théories de l'action communautaire dans une perspective historique, pose la question du lien entre l'action et le changement social et fait une critique radicale de la perspective du développement économique communautaire. Débutant sur un ton très pessimiste quant à l'avenir de l'action communautaire, le livre se termine sur une note d'espoir et une série d'entrevues avec de jeunes organisateurs radicaux de Montréal (l'avenir du mouvement?).



Le caractère subjectif du traitement est ce qui fait la force et la faiblesse de «Action communautaire : dérives et possibles». Éric Shragge parle beaucoup de lui (et de ses expériences)… C'est intéressant –surtout pour un autre radical– mais à la longue un peu lassant. Dans le même ordre d'idée, en refusant de faire un « livre d'universitaire », l'auteur fini par adopter un style très verbeux qui, parfois, parle un peu pour rien dire (je suis sûr qu'on aurait pu retirer 50 pages au livre sans couper dans la substantifique moelle). Par contre, le même caractère subjectif permet d'aborder certaines pratiques –la défense de droits, l'éducation populaire– sous un angle inédit, très loin de la langue de bois du mouvement communautaire officiel.

Une lecture qui profitera surtout à ceux et celles qui ont « les deux pieds dedans » mais qui intéressera aussi sûrement les militant-e-s d'autres secteurs simplement curieux/curieuses.

Camille (Québec)

Les pratiques de l'ÉPA

Ensuite viennent les pratiques, il s'agit de groupes démocratiques et pris en charge par les gens directement concernés, menant une action qui part des préoccupations des gens, qui essaient de passer de l'individuel au collectif et qui visent la transformation sociale.

La démocratie

Le RÉPAC identifie la démocratie et la prise en charge comme étant essentielles à l'ÉPA tout simplement parce que « les principales forces des groupes sont la solidarité et la cohésion » et que la meilleure façon d'obtenir cela, c'est de fonctionner de manière démocratique et égalitaire.

« Il faut détruire l'idée que les «spécialistes» sont meilleurs que nous-mêmes pour prendre en charge notre vie et nos collectivités. La démocratie, ça rend accessible à touTEs le pouvoir sur le groupe – et sur leur vie. C'est la liberté de décider de nos vies, de se réaliser individuellement, d'avoir du temps pour apprendre, se comprendre et agir ensemble.

Nous devons partager et exercer ensemble le POUVOIR. La meilleure façon de le faire, c'est de s'assurer que nos instances (assemblées, conseil d'administration, comités, etc.) soient le plus démocratiques possible. Qu'il y ait un partage d'informations, de tâches et de responsabilités. Ainsi, on s'assure que notre groupe ne soit pas dans les mains de quelques personnes et qu'une véritable prise en charge existe. Lorsque ces préoccupations sont remplies, on peut se concentrer sur notre démarche collective d'ÉPA. »

Partir des préoccupations des gens

« Une démarche d'ÉPA, ça commence véritablement en tenant compte de ce que nous sommes et de nos différences, mais surtout, en tenant compte de ce qui nous préoccupe, de ce qui nous touche, de ce qui nous dérange dans notre quotidien. Ça parait loin des grands principes, mais c'est la meilleure façon de s'assurer de notre engagement. Si ça nous touche directement, c'est sûr qu'on est davantage portéEs à nous impliquer et à lutter parce que c'est dans notre intérêt. Et c'est légitime de défen-

Les écrits restent...

Je n'ai jamais eu l'impression, en collaborant à diverses publications anarchistes au fil des ans, d'écrire pour la postérité, de faire l'histoire. Les journaux sont produits plus souvent qu'autrement *dans le rush* et les textes sont prévus pour une consommation immédiate. Les journaux parlent d'ici et maintenant. J'ai donc trouvé très étrange la démarche de Marc-André Cyr qui s'est tapé la lecture exhaustive de plusieurs caisses de vieux journaux et en a fait l'analyse. J'étais curieux de savoir ce qu'un tiers retiendrait de ce qui est une partie intégrale de ma vie depuis presque 15 ans. Le résultat, une espèce d'histoire du mouvement anarchiste québécois à travers ses journaux, est des plus intéressant. Malheureusement, une telle analyse laisse de côté des pans entiers de notre l'histoire –notamment les événements qui ont été réellement importants pour les participant-es et non ceux dont « il fallait parler » – et ne s'intéresse finalement qu'à une espèce bien particulière d'anars : les militant-e-s propagandistes. Qu'ils et elles soient intellectuel-les patenté-e-s ou bien autodidactes, les artisan-e-s de la presse libertaire sont un genre à part, séparé du reste du mouvement jusqu'à un certain point (et souvent détesté). On leur attribue généralement une influence disproportionnée par rapport à la réalité.

L'analyse exclusive du matériel écrit peut porter à faire quelques erreurs d'appréciation. Ainsi, il apparaît clair pour Marc-André Cyr (et aussi pour Francis Dupuis-Déri, qui se livre à une analyse similaire pour le matériel couvrant la période 2001-2006 dans sa postface) que les journaux ont des genres bien typés. Bien sûr, chaque journal a une personnalité propre qu'on peut facilement opposer à celle de ses « concurrents » mais c'est une erreur de les croire figés. Forcément, un journal qui survit à son premier numéro verra le reste de son existence rythmée par les départs et les arrivées de militant-e-s. Les frontières entre les publications sont loin d'être étanches, surtout lorsqu'elles sont d'une tendance politique similaire. Ainsi, des gens de *Démanarchie* ont collaboré à *Rebelles* et à *Hé… Basta!,* des gens de *Rebelles* à *Hors d'Ordre*. Plus récemment, des gens du *Trouble* sont passés à *Cause commune*… et vice-versa. Il est comique de constater que nos analystes notent des similitudes entre certaines publications sans savoir que c'est tout simplement parce que le même monde est impliqué. Si *Rebelles* traitait du MDE et d'antiracisme avec la même analyse que *Démanarchie* c'est que ce sont des gens de *Démanarchie* qui écrivaient ces articles-là; si *Le Trouble* ressemble à *Démanarchie*, ce n'est pas le fruit du hasard (on compte une demi-douzaine d'anciens de *Démanarchie* dans *Le Trouble*); si *Cause commune* lance des chroniques ayant les mêmes titres que celles du *Trouble,* c'est que ce sont les mêmes personnes qui les écrivent, etc. Au delà de la montagne de papier, il ne faudrait pas oublier que tout ce monde là participe d'un même petit mouvement, que les gens se connaissent, sont souvent ami-e-s, colocs, amant-e-s ou alors s'haïssent cordialement.

D'après Marc-André Cyr, les journaux de la période étudiée (1976-2001) font de la triple bataille contre le capitalisme, l'État et le patriarcat le cœur de leur lutte. C'est ce qui les distingue comme une presse libertaire et non simplement « de gauche ». À côté de ces grands thèmes, d'autres sujets sont également développés, comme l'antiracisme et l'écologie, lesquels, tout en étant importants, sont moins centraux. L'analyse systématique du contenu des journaux permet de mettre en lumière certains phénomènes intéressants. Ainsi, bien que tous les journaux font de la lutte contre le patriarcat un axe central, « en fait, les seuls à être relativement en accord avec leurs positions féministes sont *Démanarchie* et *Rebelles*, qui publient de nombreux articles, des éditoriaux et des dossiers sur la question » (alors que les autres ne publient que de rares textes théoriques, voire n'en traitent pas du tout). Or, du lot, *Démanarchie* et *Rebelles* sont les deux journaux les plus classiquement lutte-de-classistes (voir ouvriéristes), les seuls à avoir été jamais accusés de négliger les questions autres que la question sociale, les seuls à avoir été accusés de n'être au fond que des « journaux de gars». Curieusement, Francis Dupuis-Déri constate le même phénomène : à part les anarcha-féministes, seul-e-s les anarchistes sociaux, les socialistes et les communistes libertaires traitent de féminisme de façon régulière (*Ruptures* se trouvant juste derrière *Les Sorcières* pour la période 2001-2006). Comme quoi les monomaniaques ne sont pas toujours là où on le pense !

Une note pour Francis Dupuis-Déri (et les autres)

Il y a quelques tournures de phrase dans ta postface au livre de Marc-André Cyr qui me chicotent. Par exemple, pourquoi parles-tu de *Cause commune* comme d'un « petit journal »? *La mauvaise herbe* ou *Anarkhia* sont photocopiés et ont un format physiquement plus petit... Pourquoi dis-tu que « selon la NEFAC » *Cause commune* est tiré à 3 000 exemplaires alors que tu présente comme un fait le tirage du *Trouble* (qui, d'ailleurs, est passé de 2000 à 1500 puis à 1000 copies au rythme des démissions)? Finalement, *Ruptures* n'est pas la « voix officielle de la NEFAC ». C'est, nuance importante, « la revue de la NEFAC ». Le but de *Ruptures* n'est pas de présenter « le point de vue du parti » en tout et sur tout. Premièrement, nous ne sommes pas un parti ! Deuxièmement, la revue nous sert à confronter des analyses et faire des débats. *Ruptures* participe à notre processus d'unité tactique et théorique, elle n'en est pas le résultat (le résultat ce sont les prises de position adoptées en congrès). Ton opposition au plateformisme ne doit pas te faire oublier que nous sommes… libertaires !

Nicolas Phébus

LA PRESSE ANARCHISTE AU QUÉBEC (1976-2001), par Marc-André Cyr. Avec une préface de Michel Nestor et une postface de Francis Dupuis-Déri. Édition à compte d'auteurs (et d'amis…), disponible dans les bonnes librairies anars.

Les livres du prof Baillargeon

Depuis la dernière parution de *Ruptures*, Normand Baillargeon a trouvé le moyen de publier non pas un, ni deux mais bien trois nouveaux livres ! C'est vrai qu'on ne publie pas souvent la revue, mais tout de même…

La plume du prof Baillargeon a l'avantage d'être à la fois claire, précise et très pédagogique (ce qui est rare). Son « Petit cours d'autodéfense intellectuelle », publié chez Lux, est des plus populaires en ce moment (en fait c'est officiellement un *best-seller*). L'ouvrage permet à tout un chacun d'acquérir les outils intellectuels nécessaires pour ne pas se faire berner par le racolage médiatique et l'idéologie libérale qui bave des mass médias depuis toujours. Il s'agit là d'une véritable œuvre de salubrité publique (œuvre qui, dans un monde idéal, devrait revenir à l'école).

Baillargeon récidive avec « Dans la marge, écrits libertaires » un recueil de ses plus récents essais publié aux éditions Trois Pistoles. Ce n'est d'ailleurs pas le seul livre de Normand Baillargeon qui est en fait un recueil de textes préalablement publiés dans la presse alternative. Déjà, « Les chiens ont soif » était du même acabit. C'est bien de donner une seconde vie à des textes qui, malheureusement, ont une trop faible diffusion mais cela peut devenir un peu frustrant pour ceux et celles qui, comme moi, ont déjà tout lu. N'empêche, le succès de ses autres livres permettra peut-être de rejoindre d'autres lecteurs ou lectrices qui n'ont pas accès à la presse alternative. Qui sait?

L'ouvrage le plus intéressant pour le mouvement anarchiste est toutefois « Éducation et liberté », une anthologie de textes importants de la tradition libertaire portant sur l'éducation. On y retrouvera les visions des « pères fondateurs » (Proudhon, Bakounine, Kropotkine, etc.) ainsi que des essais de militants historiques s'étant frotté à la pratique (Faure, Robin, Pelloutier, Ferrer). Durant les années 1990, l'éducation libertaire, entre autre à cause de l'école Bonaventure, avait passionné les militant-e-s français-e-s et de nombreux livres avaient été publiés. Malheureusement, tout cela n'était disponible que pour une poignée de Québécois-es (ceux et celles qui fréquentent assidûment le milieu). Grâce à Normand Baillargeon, les textes historiques dont tout le monde parle (mais que personne n'avait lu) sont maintenant accessibles au plus grand nombre. À la lecture, on se rend compte que nos prédécesseurs n'étaient pas bête du tout… Et que certain-e-s théoricien-ne-s et technocrates contemporain-e-s du Ministère de l'éducation auraient intérêt à les fréquenter plus souvent.

-Camille

500 bonnes raisons de faire la révolution

no. 223

223 morts dues au travail en 2005

En 2005, les accidents de travail ont causé la mort de 105 personnes, tandis que 118 autres sont décédées à la suite de maladies professionnelles. En effet, selon les statistiques de la CSST, 223 travailleuses et travailleurs sont morts au Québec l'an dernier, soit 47 de plus que l'année précédente. Pour combattre ce fléau, le Québec dispose de 300 inspecteurs en santé-sécurité pour couvrir plus de 235 000 lieux de travail. C'est moins que le nombre de policiers affectés à la sécurité routière à Montréal. Une vraie farce!

Dans le monde, c'est 5000 travailleurs et travailleuses qui perdent littéralement leur vie à la gagner chaque jour.

Le capitalisme n'est pas le seul responsable de ce fléau, mais enlevez l'impératif de profit et vous éliminerez une bonne partie du problème. Seule l'autogestion généralisée permettrait d'accorder la priorité à la santé et à la sécurité au travail.

Le travail tue

Photo d'un graf à Sherbrooke, par un camarade de l'Accolade